

Venezuela : Le président de l'Assemblée Nationale confirme le caractère contraignant du référendum



La Havane, 6 décembre, (RHC)- Le président de l'Assemblée Nationale du Venezuela, Jorge Rodríguez, a confirmé mardi le caractère contraignant du référendum de dimanche sur l'Essequibo, territoire en litige avec le Guyana voisin.

Pour ce faire, Il a cité l'article 70 de la Constitution qui stipule que "l'élection des postes publics, le référendum, la consultation populaire, le rappel des mandats, les initiatives législatives, constitutionnelles et constituantes... auront un caractère contraignant".

Jorge Rodriguez a fait allusion aux déclarations faites dans la presse par certains membres de l'extrême droite vénézuélienne qui pariaient sur le fait que le référendum consultatif du 3 décembre, auquel ont participé près de 10 millions et demi d'électeurs n'aurait pas lieu.

Faute de pouvoir suspendre le référendum, ils ont mis en place la matrice suivante : "personne n'a participé ou très peu", a-t-il déclaré.

Membre du Parti socialiste unifié du Venezuela, le président de l'Assemblée Nationale a également déclaré que ce sont les mêmes noms de famille d'il y a plus d'un siècle qui se sont opposés au référendum et qui sont "alliés à Exxon Mobil et au gouvernement du Guyana".

Concernant le référendum, il a déclaré que "ce n'est pas le Chavisme qui a gagné - comme on dit - mais tout le Venezuela".

Il a vu comme une belle démonstration le fait que 98% des Vénézuéliens qui ont participé au référendum ont rejeté par leur vote la sentence arbitrale de Paris de 1899, soutenu l'accord de Genève de 1966 et rejeté la jurisprudence de la Cour internationale de justice.

En outre, il s'est opposé à l'adjudication de blocs pétroliers dans une mer en attente de délimitation et soutenu la création de l'État de Guayana Esequiba.

Le Venezuela et le Guyana sont en conflit historique depuis plus d'un siècle et demi au sujet de l'Essequibo, conflit qui s'est aggravé ces derniers mois avec les allégations de Caracas selon lesquelles Georgetown cède des zones maritimes non délimitées à des transnationales pétrolières telles qu'Exxon Mobil.

Dans un arrêt rendu le 1er décembre, la Cour internationale de justice a appelé les deux parties à s'abstenir de toute action susceptible "d'aggraver ou d'élargir le différend territorial", tandis que le pays voisin a considéré le référendum de dimanche comme une menace pour son intégrité territoriale.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/341400-venezuela-le-president-de-lassemblee-nationale-confirme-le-caractere-contrainant-du-referendum>



Radio Habana Cuba